



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN AIRCRAFT ENGINES

SITE DE VILLAROCHE
Rond Point René Ravaud - REAU
77550 Moissy-Cramayel

Référence : E4/26-0119
Code AIOT : 0006501956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SAFRAN AIRCRAFT ENGINES implanté SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaud - REAU 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN AIRCRAFT ENGINES
- SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaud - REAU 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006501956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFRAN AIRCRAFT ENGINES exploite sur son site de Villaroche, situé sur les communes de Réau et de Montereau-sur-le-Jard, des bancs d'essais des moteurs d'avion.

Les installations du site de Villaroche ont été autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 02 DAI 2IC 130 du 02/05/2002 autorisant la SNECMA à poursuivre

l'exploitation des installations sur le site de Villaroche ;

- et par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02 DAI 2 IC 267 du 22/08/2002 autorisant la SNECMA à exploiter un banc d'essai système (installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables).

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires ont complété les prescriptions applicables au site et notamment l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/008 du 21/04/2022, dont les dispositions encadrent la défense extérieure du site et actent l'autonomie incendie du stockage de kérosène du site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008	Sans objet
6	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les travaux par point chaud réalisés sur le site, par les prestataires externes ou par le personnel en interne, sont bien encadrés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats :

L'exploitant dispose de plans des zones à risque mentionnant les risques incendie et explosion. Des consignes sont mises en place à l'entrée de ces zones. Par sondage aléatoire, l'inspection des installations classées a vérifié la présence de ces consignes lors de la visite du site. La signalétique relative aux différents risques est bien présente à l'entrée des zones contrôlées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...].

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

[...].

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de consignes d'interdiction d'apport de feu à l'entrée et d'interdiction de fumée à l'entrée des zones concernées par un risque incendie et/ou explosion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

Les responsables sont formés pour la délivrance des permis de feu et les agents réalisant les travaux par points chauds sont formés.

L'inspection des installations classées a vérifié les attestations de formation des agents concernés par sondage et a également vérifié que les signatures sur les permis de feu contrôlés étaient bien effectuées par une personne habilitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant établit des permis de feu pour toute intervention par point chaud sur le site que ce soit par le personnel du site ou un prestataire externe.

L'inspection des installations classées a examiné des exemples de permis de feu délivrés. Ceux-ci comprenaient bien les opérations dangereuses à effectuer, l'identification des risques et les moyens de prévention, le lieu des opérations, la nature des opérations et leur durée.

Des consignes de sécurité sont également indiquées sur les permis de feu.

Ces permis étaient signés par une personne ayant été formée et habilitée à délivrer des permis de feu au sein du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R. 4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;3. Les instructions à donner aux travailleurs ;4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Pour toute intervention de travaux par un prestataire externe, y compris les travaux par point chaud, un plan de prévention est établi. Les plans de prévention contrôlés lors de la visite comportaient les phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants, la nature des opérations à réaliser, le matériel et les équipements de sécurité nécessaires ainsi que les moyens d'intervention et de prévention en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Toute intervention par point chaud est suivie d'une vérification d'absence de risques à la fin des travaux. Cette vérification est consignée dans une partie dédiée dans le permis de feu établi.

Type de suites proposées : Sans suite